

*Questions orales***LE REVENU NATIONAL****L'ACQUISITION DE GULF—LA DÉCISION FISCALE**

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je veux qu'il nous confirme la réponse qu'il a donnée à mon collègue le député de Saint-Henri-Westmount. Le premier ministre maintient sa déclaration selon laquelle la décision fiscale concernant Gulf n'était qu'une formalité purement administrative prise par des fonctionnaires du ministère du Revenu national dans le cadre d'une procédure normale. D'autre part, l'ancien sous-ministre des Finances, M. Cohen, a déclaré lors d'une entrevue que le comité des priorités et de la planification, présidé par le premier ministre, a discuté à deux reprises de l'affaire Gulf. Le sous-ministre adjoint des Finances était présent . . .

**M. le Président:** A l'ordre.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Le premier ministre veut-il dire à la Chambre que malgré ces deux réunions du comité des priorités et de la planification, on n'a pas discuté des aspects fiscaux de la transaction Gulf ni informé les membres du cabinet à ce sujet? Est-ce qu'il est en train de nous dire que le cabinet ou lui-même n'en a pas entendu parler?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous maintenons notre déclaration catégorique selon laquelle des responsables du ministère du Revenu national ont rendu cette décision fiscale en toute objectivité, conformément aux procédures habituelles, dans une affaire sans rapport avec les événements qui ont suivi, de l'avis du gouvernement. Tout ce dont le gouvernement a discuté au cabinet tombe sous le sceau de la confiance, d'une part, mais est aussi parfaitement conforme à l'intérêt national.

**LES RÉUNIONS DU COMITÉ DU CABINET**

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le premier ministre veut-il nous dire que le comité des priorités et de la planification, qu'il présidait, n'a pas été saisi des aspects fiscaux de cet achat, lesquels faisaient partie intégrante de l'entente, et que ni le ministre des Finances ni lui n'en a entendu parler? Est-ce bien ce qu'il veut dire?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je pense . . .

**Mme Copps:** Dites la vérité.

**Des voix:** Règlement!

**Des voix:** Chut!

**M. Mulroney:** Je pense avoir répondu parfaitement à mon très honorable collègue qui, après avoir été ministre des Finances, ministre de la Justice et premier ministre, sait très bien

comment sont rendues ces décisions fiscales. D'une part, à la demande d'un contribuable, le ministère du Revenu national a rendu la décision. D'autre part, une décision gouvernementale a été rendue qui mettait en cause en partie une société de la Couronne et de façon importante également une autre société canadienne. Dans les deux cas, le gouvernement a agi de façon parfaitement régulière.

**M. Foster:** Ce n'est pas ce qu'a dit Mickey.

\* \* \*

**L'AGRICULTURE****LA SITUATION DES AGRICULTEURS DE LA SASKATCHEWAN**

**M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il sait qu'il y a aujourd'hui, à la tribune, des agriculteurs qui attendent du gouvernement des mesures pour redresser la situation agricole au Canada.

**Des voix:** Bravo!

**M. Althouse:** La Saskatchewan est l'une des régions en cause. Selon des rapports récents, le revenu net par exploitation agricole dans cette province serait inférieur à \$5,000 cette année. Ce n'est que partiellement dû à la sécheresse.

Qu'est-ce que le ministre propose de faire? Quand sera publié le rapport de son comité que nous réclamons depuis trois mois? Est-il sérieux quand il parle d'aider ces agriculteurs? J'irais même jusqu'à demander s'il prend l'agriculture au sérieux?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, il est intéressant de remarquer que le seul moment où nous avons des questions des deux partis d'opposition, c'est quand ils ont un public à la tribune.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Deans:** Vous n'êtes ici que le mardi.

**M. Wise:** Que serait . . .

**M. Broadbent:** C'est injuste et vous le savez. C'est un coup bas, mon pote.

**M. Mazankowski:** La vérité blesse.

\* \* \*

● (1500)

**RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS**

**M. le Président:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les pétitions présentées par les députés le lundi 28 octobre 1985 sont conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.